

**Avis n° 02-1200 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 23 décembre 2002 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002160 relative à la généralisation de l'offre " Trois Numéros Illimités "**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu l'avis n° 01-827 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 29 août 2001 sur la décision tarifaire 2001566 relative à l'offre expérimentale " Mes Numéros Week-end "

Vu l'avis n° 02-237 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 20 mars 2002 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002026 relative à la prolongation de l'expérimentation " Trois Numéros Illimités " ;

Vu la demande d'avis de France Télécom reçue le 18 novembre 2002 ;

Vu les éléments d'information complémentaires fournis par France Télécom le 26 novembre 2002 ;

Après en avoir délibéré le 23 décembre 2002,

## **1. Le contexte**

Dans sa décision tarifaire n° 2001566 France Télécom a souhaité lancer une expérimentation d'une offre de communications illimitées, vers 3 numéros de téléphone choisis en national, hors local, du samedi 0 heure au dimanche 23 heures 59 pour une durée incompressible de six mois à partir de la date de souscription. Dans son avis n° 01-827 en date du 29 août 2001, l'Autorité a émis un avis favorable sous réserve d'une limitation du nombre d'abonnés à 100 000. Cette condition a été confirmée par le ministre dans son courrier d'homologation de la décision tarifaire de France Télécom. L'expérimentation a pris le nom de " Trois Numéros Illimités ". Sa commercialisation a été arrêtée en janvier 2002, une fois atteint le seuil fixé de 100 000 abonnés.

Le 7 mars 2002, France Télécom a déposé la décision tarifaire n° 2002026 qui avait pour objet de mener une nouvelle expérimentation du 15 mai au 31 juillet 2002, portant sur 50 000 nouveaux clients sous la forme de vente de cartes cadeau. L'Autorité avait alors estimé que cette demande ne satisfaisait pas aux conditions posées dans l'avis précédent, pour les raisons suivantes :

- aucun résultat de l'expérimentation n'avait été fourni à l'Autorité lui permettant de s'assurer que les conditions essentielles à l'exercice d'une saine concurrence étaient respectées à savoir l'absence d'effet de prédation et l'absence d'effet de ciseaux ;
- l'offre avait déjà été souscrite par un nombre important d'utilisateurs que la demande de France Télécom visait à augmenter de 50% ;

- l'extension aux communications locales était inopportune alors que le déploiement de la concurrence sur les communications locales avait débuté au début de l'année 2002.

Dans ces conditions, l'Autorité a émis un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2002026 de France Télécom. Cette décision tarifaire n'a pas été homologuée.

En septembre, France Télécom a présenté le bilan de l'expérimentation " Trois Numéros Illimités " comme elle s'y était engagée.

## **2. Description de la décision tarifaire**

Le 18 novembre 2002, France Télécom a déposé la décision tarifaire n°2002160 relative à la généralisation de l'offre " Trois Numéros Illimités ". Cette généralisation apporte les modifications suivantes :

- augmentation du prix de l'abonnement de 3 à 5 € TTC ([1](#));
- extension aux titulaires d'une ligne dans les départements d'Outre-mer pour les communications intra-Dom et entre les circonscriptions tarifaires isolées de Maripasoula et Papaïchton en Guyane ;
- extension aux communications locales ;
- compatibilité avec la sélection appel par appel de France Télécom via le préfixe 8 ;
- possibilité de trois changements par période de 12 mois.

Par ailleurs, la durée minimale de contrat est de 6 mois.

## **3. Analyse de l'Autorité**

### ***a. L'augmentation de l'abonnement***

L'Autorité a considéré dans son avis favorable sur l'expérimentation citée ci-dessus que *" la commercialisation d'une telle offre de façon pérenne doit satisfaire à deux conditions essentielles.*

*D'une part, une telle offre ne doit pas générer un effet de prédation : les recettes que France Télécom est susceptible de réaliser en moyenne à partir de cette offre auprès d'une cible de clients explicitement définie ne doivent pas être inférieures aux coûts supportés par cet opérateur pour la mettre en œuvre.*

*D'autre part, cette offre ne doit pas générer un effet de ciseau tarifaire à l'égard d'opérateurs alternatifs souhaitant proposer sur le marché une prestation équivalente en ayant recours aux services d'interconnexion de France Télécom. "*

En utilisant des hypothèses raisonnables de consommation issues des données observées lors de l'expérimentation, l'Autorité estime que les revenus de l'offre " Trois Numéros Illimités " couvriront pour l'avenir les coûts correspondants de France Télécom. Elle estime donc que cette offre ne devrait pas générer d'effet de prédation.

Concernant un éventuel effet de ciseaux, le principe même de l'offre rend inévitable un effet de ciseaux pour des consommations très fortes sur ces trois numéros. Le bilan de l'expérimentation tend toutefois à montrer que, sur une population suffisamment importante, les effets associés à de tels profils de consommation peuvent être compensés d'une part par le nombre de clients et d'autre part par les consommations non éligibles à l'offre " Trois Numéros Illimités ". L'Autorité a donc évalué la situation d'un opérateur tiers qui transporterait également le trafic des communications qui ne relèveraient pas de l'offre " Trois Numéros Illimités ". Dans ces conditions, le chiffre d'affaires généré par l'ensemble du trafic

permet de couvrir les coûts d'un opérateur tiers, utilisant l'offre d'interconnexion de France Télécom.

En outre, cette offre est limitée aux heures creuses, et a pour effet d'augmenter de façon importante les volumes transportés sur les réseaux de téléphonie fixe. Elle aura donc un effet bénéfique sur le remplissage de ces réseaux et donc sur les coûts des communications.

***b. L'extension aux titulaires de lignes dans les départements d'Outre-Mer***

Cette extension, avec un tarif hors taxes péréqué, est favorable aux consommateurs.

***c. L'extension aux communications locales***

L'extension aux communications locales fait l'objet d'hypothèses nouvelles de la part de France Télécom. En effet, ces données ne peuvent pas être fournies par l'expérimentation.

Sans valider ces hypothèses, l'Autorité note que le nombre de numéros bénéficiant de l'offre "Illimités" reste égal à celui de l'expérimentation. Dans ces conditions, un client qui choisit un correspondant de sa zone locale le fait à la place d'un autre correspondant hors de sa zone locale. Toutes choses égales par ailleurs, les communications locales coûtent moins chers que les communications longue distance nationales. Les différences portent alors essentiellement sur les volumes mis en jeu. A ce stade, et bien que les volumes des communications locales soit globalement plus importants que les volumes des communications longue distance, il ne semble pas que le choix de un à trois correspondants locaux puisse justifier d'une augmentation de volume de communications telle qu'elle remette en cause l'analyse des effets de prédation et de ciseau menée précédemment.

***d. L'accessibilité via le " 8 "***

France Télécom avait avancé des raisons techniques pour expliquer pourquoi cette possibilité n'avait pas été offerte pendant l'expérimentation. L'Autorité estime que l'absence de restriction sur le critère de sélection est de nature à ne pas pénaliser la fluidité de la concurrence.

***e. La possibilité de changement de numéros***

Cette possibilité est favorable aux consommateurs qui peuvent voir leurs correspondants changer de numéros, par exemple en cas de déménagement, ou qui peuvent avoir à adapter l'offre à leurs interlocuteurs. D'après le bilan de l'expérimentation fournie par France Télécom, cette facilité est une demande forte des utilisateurs. La limitation à trois du nombre de changements autorisés par an fait que cette fonctionnalité ne peut servir à augmenter artificiellement le nombre de correspondants.

## **4. Conclusion**

Dans ces conditions, l'Autorité émet un avis favorable sur la décision tarifaire n° 2002160 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 2002.

Le Président

Jean-Michel Hubert

---

(1) En France métropolitaine, soit 4,18 € hors taxes. Le tarif dans les départements d'Outre-Mer est également de 4,18 € hors taxes